

ÉTUDE DE L'IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'INFRASTRUCTURE DE DONNÉES GEOGRAPHIQUES DANS LA RÉGION DE CATALOGNE : RÉSUMÉ GÉNÉRAL

Historique

En janvier 2006, le Centre commun de recherche de la Commission européenne a organisé un atelier pour réviser les meilleures pratiques dans l'évaluation des infrastructures de données géographiques (IDGs), pour comparer des méthodologies et des résultats, et pour voir quelles leçons pourraient être apprises de semblables infrastructures à grande échelle. Parmi résultats-clés de cet atelier étaient la nécessité d'accorder la priorité aux études longitudinales de IDGs en cours, prêtant une attention particulière aux IDGs infra-national/régional, et aux approches « pilotées par l'application » capables d'identifier plus facilement des tierces-parties concernées, des communautés d'utilisateur, et des bénéfices potentiels (voir Craglia et Nowak 20061).

Comme suivi de cet atelier, l'unité Infrastructures de données géographiques du CCR a demandé une étude sur l'impact socio-économique de l'IDG en Catalogne au centre de politique foncière et d'évaluations de l'Université polytechnique de Catalogne. L'étude d'une année, qui a été conclue en décembre 2007, a eu les objectifs suivants :

- Analyser le coût et les bénéfices liés à l'installation et l'entretien de l'IDG catalane ainsi que les services utilisés par les différents usagers;
- Définir des méthodologies claires et transparentes pour l'évaluation quantitative et qualitative des bénéfices socio-économiques de l'IDG ;
- Évaluer de façon critique les apports de l'étude comme entrée pour la recherche future dans ce domaine important.

Bien que relativement récente (développement commencé en 2002), l'IDG de Catalogne (IDGC) a un certain nombre de caractéristiques qui rend son étude particulièrement intéressant :

- l'IDGC est un projet de collaboration entre l'Institut cartographique de Catalogne (ICC) et deux départements distincts de l'autorité, Politique foncière et travaux publics, et société de l'information & télécommunications, financée à partir du budget destiné à l'administration en ligne.
- L'IDGC n'est pas directement impliqué dans la production et l'entretien des données topographiques, qui sont de la responsabilité de l'ICC, mais se concentre seulement sur la plus-value d'une IDG, c'est-à-dire la plate-forme technologique et organisationnelle promouvant la diffusion et la réutilisation d'informations géographiques dans les secteurs public et privé, les établissements d'enseignement et de recherche et le grand public. Elle a donc pu garder une trace claire des coûts liés au développement et aux opérations d'IDG séparément des coûts de production et d'entretien de données.
- L'IDGC a une activité spécifique, dotée d'une ligne budgétaire, pour disséminer les concepts et technologies de l'IDG vers les municipalités locales en vue de moderniser l'administration publique et d'améliorer les services aux citoyens et aux commerces locaux. Depuis 2005, plus de 100 communes ont rejoint ce projet sur un total de 946. Puisque les municipalités locales sont le niveau de l'administration publique les plus proches du grand public, il y a un intérêt particulier à étudier l'étendue des impacts sociaux et économiques des IDGs au niveau local.
- L'IDGC était la première initiative pour créer une IDG en Espagne et a été suivie depuis par plusieurs autres régions, promouvant un modèle distribué d'une IDG nationale qui serait la somme de ses composantes régionales et de services nationaux, tels que le cadastre. Cela présente un intérêt particulier pour INSPIRE.

- En 2006-07, la division catalane de l'association nationale espagnole de l'information géographique (AESIG) a entrepris une étude des secteurs de l'IG privés et publics en Catalogne pour identifier leurs caractéristiques clés, les changements depuis 2002 (date d'une étude précédente), et les tendances du marché. Cette étude a estimé le volume commercial à la fois des secteurs de l'IG privés et publics à environ 80 millions d'euros par an, représentant environ 20% de la part de marché nationale. Les résultats de cette étude, et d'une autre enquête auprès des utilisateurs de l'IG par l'AESIG encore en cours, fournissent un cadre très utile à l'étude demandée par le CCR.

La méthodologie

L'étude a sélectionné une série d'indicateurs potentiels pour mesurer l'efficacité, l'efficience, et les avantages socio-économiques plus larges d'une IDG hors de ceux proposés, dans le cadre de l'administration en ligne, par le projet Economie de l'e-Gouvernement (eGEP) - cadre de mesure (http://82.187.13.175/egep/asp/E_Home.asp). La liste initiale en a été examinée par un groupe d'autorités locales dans la région et revue avant d'entreprendre les travaux sur le terrain via des entretiens détaillées.

Un échantillon de 20 autorités locales participant au projet IDGC-Locale, de 3 autorités locales de contrôle ne participant pas à ce programme, et de 15 organisations utilisatrices finales (12 sociétés privées opérant dans le secteur de l'IG, et 3 grands utilisateurs institutionnels de l'IG) a été interviewé.

Les résultats des entretiens ont été présentés dans deux ateliers distincts aux autorités locales participantes et aux organisations utilisatrices finales pour valider les résultats et pour examiner les conclusions.

Résultats clés

Coûts :

Le coût direct total pour établir et exploiter l'IDG catalane (IDGC) sur une période de cinq ans (2002-06) fut de 1,5 millions d'euros, dont 325.000 euros pour chacune des deux premières années (2002-03) nécessaires pour lancer l'IDG, et 283.000 euros par an pour exploiter et développer l'infrastructure pendant les trois années suivantes (2004-06). Les ressources humaines ont représenté 60% des coûts au cours de la période de démarrage (le reste étant l'investissement en capitaux), et 80% lors du fonctionnement.

Ces coûts ne comprennent pas la création et la mise à jour des données topographiques, qui sont sous la responsabilité de l'ICC, et surviendraient indépendamment du développement de l'IDG, et des coûts indirects liés à l'infrastructure physique et technologique (par exemple des bureaux) fournie par l'ICC. Ils comprennent ce qui suit : création et entretien de métadonnées, services géographiques (comprenant géoportail, catalogue, client WMS), préparation des données pour la publication, applications, matériel et logiciel, et gestion.

Bénéfices :

Les bénéfices ont été analysés pour 2006 au niveau des administrations publiques locales (communes), et pour le secteur privé et les utilisateurs finaux institutionnels. Bien que ces derniers estiment un certain bénéfice du développement de l'IDGC, les preuves assemblées montrent clairement que les principaux bénéfices s'accumulent au niveau local par une meilleure efficience interne dans les administrations publiques (gain de temps pour le personnel technique lors des requêtes internes, temps gagné par le public dans l'obtention de réponses à ses demandes, temps gagné dans les procédures internes et la réorganisation des processus internes) et par des gains d'efficacité (temps épargné par le public et par les sociétés en relation avec l'administration publique).

Extrapolant les résultats détaillés de 20 communes locales aux 100 qui participent au projet IDGC-Locale, l'étude a estimé que les bénéfices d'efficacité se montent à plus de 500 heures par mois. Utilisant un taux horaire de 30 euros pour le personnel technique dans le gouvernement local, ces économies dépassent 2,6 millions d'euros par an. Les économies d'efficacité sont presque aussi grandes à approximativement 480 heures par mois.

Même en considérant seulement les gains d'efficience pour 2006 (c'est-à-dire en ignorant ceux qui ont pu s'être accrus en 2004-05, ainsi que les gains d'efficacité), l'étude indique que l'investissement initial pour établir l'IDG est récupéré en juste 4 mois. Si les frais d'exploitation pour la période 2004-05 étaient également comprises, le retour sur investissement passe à un peu plus de 6 mois.

De plus larges bénéfices socio-économiques ont été également identifiés mais non quantifiés. En particulier, l'étude indique que les services géographiques basés sur l'internet permettent à de plus petites autorités locales de réduire la différence avec de plus grandes dans la prestation de services aux citoyens et aux sociétés. L'étude de cas démonstrative de la différence entre deux communes locales, une qui permet aux citoyens de commander leurs parcelles cadastrales et d'obtenir toutes les autorisations liées à l'usage du sol et à la construction en ligne, tandis que l'autre exige un processus manuel consécutif à une prise de rendez-vous avec le technicien local, illustre bien les opportunités offertes par l'IDGC.

Conclusions

Cette étude sur l'impact socio-économique de l'infrastructure de données géographique en Catalogne a été commandée par le Centre commun de recherche et effectuée par le centre de politique foncière et d'évaluations de l'Université polytechnique de Catalogne. L'étude est importante à au moins trois égards :

- Elle montre clairement le rendement élevé de l'investissement dans une infrastructure de données géographique quand les applications sont clairement ciblées sur des utilisateurs identifiables (l'administration publique, les citoyens, les sociétés).
- Elle expérimente un ensemble d'indicateurs appropriés pour évaluer les impacts sociaux et économiques d'une IDG et identifie nombre d'expériences utiles acquises dans l'administration et l'analyse de l'enquête qui peut être ainsi réutilisée dans les études futures (voir en annexe).
- Elle montre l'intérêt de rassembler ces indicateurs par des entretiens approfondis pour assurer la qualité des résultats.

Le rapport circonstancié est publié sur le site internet INSPIRE (http://www.ec-gis.org/inspire/reports/Study_reports/catalonia_impact_study_report.pdf)¹

¹ Note du traducteur : un complément d'étude a été mené en mai 2008 et présenté lors de la Conférence INSPIRE 2008 (Maribor, juin 08) : l'IDG comprend désormais 230 utilisateurs (au lieu de 100). L'enquête a concerné 60 nouveaux utilisateurs de 2007. Le questionnaire s'est concentré sur les économies internes. Il y a eu 50% de réponses, qui toutes expriment des gains de productivités de 35 à 45% dès la première année.

Parmi les surprises : l'utilisation directe par des agents des administrations (au départ les usages étaient plutôt pensés pour les citoyens).

Il est enfin noté que partager apporte des bénéfices notables ; que des applications destinées à l'utilisateur final est indispensable ; que les IDG thématiques facilitent la compréhension de ces bénéfices et l'analyse des impacts ; qu'il est facile de justifier les énormes bénéfices par l'implémentations des TIC dans de petites organisations ;

Annexe 3

Les indicateurs sélectionnés pour l'enquête auprès des administrations publiques locales (des indicateurs légèrement modifiés ont été utilisés pour l'enquête auprès des sociétés et des utilisateurs finaux institutionnels).

EFFICIENCE

<u>Impact</u>	<u>Indicateur</u>
Economies monétaires	Economies de temps (en h/mois)
	Economies prévues ou attendues (en €/mois)
Des personnels mieux préparés	Des personnels mieux motivés avec de nouvelles formations (nombre)
Des améliorations dans l'organisation	Economies de temps liées à un nouveau processus (en h/mois)
	Nouveaux processus (<i>par exemple mise à jour du cadastre</i>) (liste qualitative)
	Services interopérables (<i>par exemple service public, délégations de gestion</i>) (liste qualitative)
	Partage de données inter-services (liste qualitative)
	Meilleure prévision temporelle des actions et décisions (liste qualitative)
	GIS services géographiques accessibles <i>via</i> des sites internet municipaux (liste qualitative)

EFFICACITE

<u>Impact</u>	<u>Indicateur</u>
Bénéfices pour les résidents	temps gagné par les résidents (en h/mois)
	temps gagné par les entreprises (en h/mois)
Satisfaction des utilisateurs	Utilisateurs réguliers de services (nombre, %)
	volume de données manipulées et téléchargements (nombre)
	satisfaction des utilisateurs (qualitatif)
Augmentation de l'offre de services	Utilisation de nouveaux services par les entreprises (nombre)
	Utilisation de nouveaux services par les résidents (augmentation par mois)
	Services rendus possibles exclusivement par l'IDG (qualitatif)

DEMOCRATIE

<u>Impact</u>	<u>Indicateur</u>
Ouverture et transparence	Services interactifs et accès internet (nombre)
	Métadonnées disponibles (nombre)
Participation	Plaintes, demandes, suggestions, erreurs, etc. transmises électroniquement (nombre/mois)